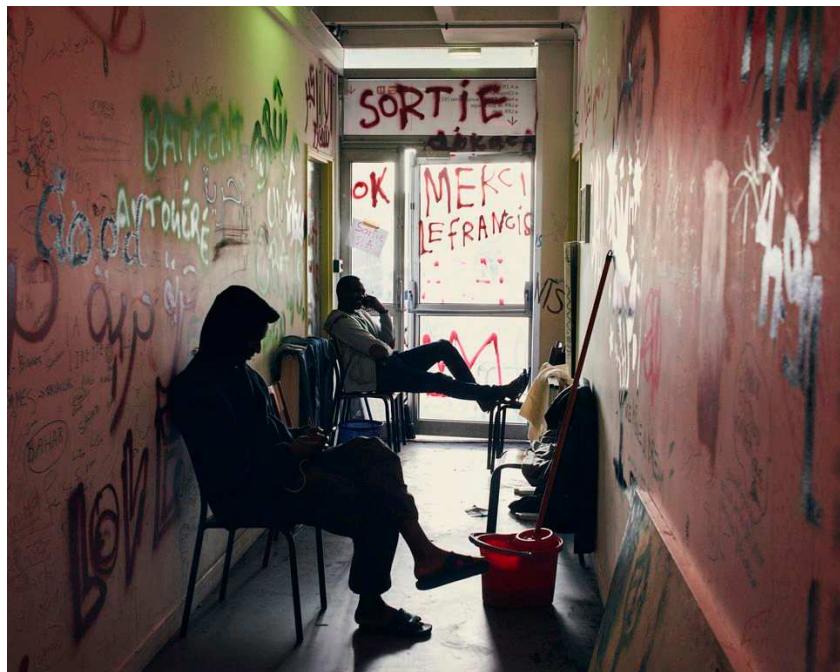


Migrants : à Paris-VIII, l'occupation trouve son rythme

Par [Kim Hullot-Guiot](#) et [Cyril Zannettacci, \(photos\)](#) — 21 mars 2018 à 18:44



A Paris-VIII, à Saint-Denis, le 16 mars. Photo Cyril Zannettacci pour Libération

Depuis le 30 janvier, des migrants et des étudiants occupent un bâtiment de l'université Paris Vincennes-Saint-Denis.

Des frites taillées au couteau reposent dans une grande bassine d'eau, à côté d'un immense saladier rempli de tomates, de maïs et de frisée. Du bœuf en sauce frémit dans une poêle. C'est le début de l'après-midi, plusieurs personnes s'activent pour préparer le déjeuner dans une salle de l'université Paris-VIII, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Des dizaines de sachets de pâtes, des boîtes de conserve, des tubes de sel et d'épices, récupérés à Rungis ou donnés par des sympathisants, s'amoncellent sur des tables. Depuis le 30 janvier, la vie quotidienne s'organise ici par roulements – à chacun son tour de ménage ou de cuisine – après que [des étudiants et des migrants ont investi les lieux](#).

Au-delà de la mise à l'abri de ces derniers, qui dormaient jusque-là pour la plupart dans des campements parisiens, l'enjeu est politique : il s'agit de construire un rapport de force avec les autorités afin d'obtenir la régularisation des occupants, et de revendiquer notamment la fin de la distinction entre migrants dits économiques et réfugiés politiques. «*Les canaux*

institutionnels ont montré leurs limites, juge une étudiante investie dans l'occupation depuis le début. Les institutions qui participent à la criminalisation des migrants, à la bureaucratisation de la question migratoire, qui appliquent des décisions politiques à l'origine de traitements cruels et absurdes, je n'y crois pas. On ne fait pas de la politique par l'humanitaire : ici on oppose de la politique à la politique» migratoire du gouvernement.



Si certains exilés arrivés au début de l'occupation ont depuis quitté l'université, d'autres, notamment venus de celle de Jussieu (Paris V^e) où [une tentative d'occupation a échoué fin février](#), les ont remplacés. Une centaine de migrants, en grande majorité des hommes, originaires du Soudan, du Tchad, d'Erythrée, d'Ethiopie, d'Afrique de l'Ouest ou d'Afghanistan, réside désormais dans le bâtiment, dont les salles de cours ont été transformées en dortoirs (matelas et duvets ont été récupérés ou achetés grâce aux dons), en réfectoire ou en salle de réunion. Un réseau de solidarité, composé d'étudiants ou d'habitants du quartier, s'est constitué pour conduire ceux qui en ont besoin aux permanences médicales, donner des vêtements ou faire des lessives. Les cours qui avaient habituellement lieu dans ce bâtiment ont été déplacés dans d'autres salles. Et remplacés par d'autres leçons, de français et parfois de maths, destinées aux occupants. Des cours d'arabe, pour les «soutiens», pourraient aussi s'organiser.

«Visibilité»

Samba est arrivé à Paris-VIII une semaine après le début de l'occupation. Ce jeune homme originaire d'Afrique de l'Ouest vivait chez une connaissance, dans la capitale. «*A un moment on ne s'entendait plus*, explique-t-il, évoquant notamment des questions d'argent. *Quand tu es hébergé chez quelqu'un, ce n'est pas facile, tu veux être indépendant.*» Prévenu par un ami de l'occupation, il a alors décidé de venir voir par lui-même. «*Je dors à l'étage, on est sept dans la chambre, ça va, c'est confortable. Parfois je me lave aux lavabos, parfois je prends une douche à la salle de sport*», dit ce diplômé d'une licence en banque, finance et assurances, qui espère pouvoir obtenir une équivalence afin de reprendre ses études en économie et gestion. «*Ici on n'est pas seulement hébergé, on a des revendications politiques. Depuis le gouvernement de Sarkozy jusqu'à celui de Macron, ils ont tous essayé de durcir la situation*

des migrants. Alors qu'ils n'ont commis aucun délit et qu'ils contribuent au développement du pays», estime Samba, arrivé en France il y a un peu plus d'un an. A terme, il rêve de monter sa propre entreprise de conseil et de peut-être s'établir à Dubaï.



Une étudiante, qui refuse d'être nommée à l'instar de tous les membres du comité de soutien, abonde : «*On s'inscrit dans un mouvement qui dit que les lieux nous appartiennent, qu'on doit se les approprier. Nous on fournit la base, un toit, à manger, ce qui permet aux migrants de porter un message politique qui dépasse le récit de leur histoire personnelle.*» Une autre : «*L'université doit être un lieu ouvert à tout le monde. Etre ici offre une visibilité à la question [migratoire].*» La jeune femme, qui étudie dans un autre établissement, vient régulièrement dans cette fac, historiquement marquée à gauche. Ce jour-là, elle a apporté des livres d'économie pour Traore, 26 ans : «*Dans celui-ci, tu apprends des trucs, mais c'est juste un point de vue, il ne faut pas le prendre pour argent comptant*», lui explique-t-elle. En France depuis deux mois, venu du campement de Jaurès (Paris XIX^e), Traore a déjà obtenu la protection subsidiaire en Italie, mais il l'a quitté à cause, dit-il, du «*racisme et des problèmes de langue*». A Paris-VIII, où il aimerait étudier l'économie, il juge que «*la vie est bien, on se sent à l'aise. Ce qui se passe ici me rassure sur la France*».

«Quelle stratégie»

Deux fois par semaine, des réunions politiques, fermées à la presse, réunissent des représentants des exilés, et quelques soutiens qui «*fluidifient*» ou traduisent les discussions. La semaine dernière, le dépôt collectif et non individuel des dossiers de demande d'asile à la préfecture a été voté. «*On discute de comment on va parler à la préfecture, de quelle stratégie on va avoir. Tes chances sont moins minimes quand tu n'es pas tout seul. L'essentiel, c'est que tout le monde puisse avoir des papiers, en tout cas, au moins la majorité*», explique Traore, le représentant des migrants francophones. Vendredi, à 14 heures, soutiens et migrants manifesteront d'ailleurs devant la préfecture de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour faire avancer leurs revendications.



Une rencontre hebdomadaire entre la présidente de l'université – qui n'a pas répondu à nos sollicitations – et des représentants des occupants permet en outre de faire le point sur la situation. «*On a des rapports en dents de scie*», juge une membre du comité de soutien. La présidence a autorisé que les allées et venues des exilés et de leurs soutiens soient libres. La [cagnotte en ligne](#) et les dons permettent d'ailleurs de financer des tickets de métro aux exilés. Samba passe ainsi le plus souvent la journée dehors : «*Je connais beaucoup de gens à Paris. Le week-end, on se retrouve, on sort en boîte, par exemple à Châtelet ou on va au cinéma.*» La seule condition : rentrer avant 21 heures, lorsque l'université ferme.

En près de deux mois, l'occupation, ponctuée de manifestations régulières comme la semaine dernière devant le centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne), où l'un des occupants, Omar, avait été enfermé, a trouvé son rythme de croisière. Quelques difficultés, comme sur l'accès aux douches jugé trop irrégulier par les soutiens, demeurent. La question, désormais, porte sur la durée de l'occupation. Les soutiens espèrent que les vacances d'avril, dans quelques semaines, ne seront pas l'occasion pour l'université de faire évacuer le bâtiment occupé. D'ici là, peut-être que le petit potager, installé à côté des banderoles décorant l'entrée, aura le temps de donner ses premières jonquilles.

[Kim Hullot-Guiot , Cyril Zannettacci \(photos\)](#)